

Le Savoir des victimes

Laurent Joly

Grasset, janvier 2025

448 pages, 25 €

Auteur d'ouvrages importants sur des figures de la haine, tels Xavier Vallat et Louis Darquier de Pellepoix, ou sur l'antisémitisme de Vichy, Laurent Joly se fait ici « *historien de l'histoire* », selon la formule de Robert Badinter. S'appuyant sur des sources multiples et souvent inédites, notamment privées, il propose en effet d'étudier la construction des consciences et des connaissances de la Shoah depuis 1945.

Rappelant le rôle de Serge Klarsfeld ou de Léon Poliakov dans la quête et la publication d'archives, Laurent Joly souligne celui, moins connu, de Joseph Billing et de Georges Wellers, entre autres, et, partant, du Centre de documentation juive contemporaine créé pendant la Seconde Guerre mondiale⁽¹⁾. Participant également à cette œuvre de mémoire des écrivains (François Mauriac, Joseph Kessel, Claude Lévy et Paul Tillard), et des universitaires comme Henri Michel, ou Robert O. Paxton et Michael R. Marrus, dont le livre, paru en 1981, fait toujours autorité, sans oublier les recherches de Fred Kupferman, de Pascal Ory ou d'André Kaspi.

L'auteur note aussi des errements scientifiques. François-Georges Dreyfus et Marc Ferro ne sortent pas indemnes du livre, non plus que Jean-Pierre Azéma, François Bédarida, Daniel Cordier, voire Henry Rousso, réunis en 1987 par *Libération* à la suite des accusations portées par Klaus Barbie contre Raymond Aubrac, ou encore René Rémond, en raison des manques du colloque monté sous sa direction en 1970 ou de la « *dérive* » de la commission constituée sous sa présidence sur les fichiers antisémites de Vichy (1992-1996)⁽²⁾.

Par-delà la sphère universitaire, contre ces « *assassins de la mémoire* »⁽³⁾, de Jean-Marie Le Pen hier à Eric Zemmour



aujourd'hui, des hommes politiques ont eu une action essentielle. Songeons simplement à l'ancien garde des Sceaux et grand ligueur, Justin Godart, honoré comme Juste entre les nations. N'oublions pas non plus Jacques Chirac, dont le discours de 1995 est un tournant après les enfouissements et atermoiements mémoriels des Pompidou et Mitterrand, qui n'ont toutefois pas empêché des dévoilements – voir les affaires Bousquet, Barbie, Touvier et Papon⁽⁴⁾. Sans transformer l'histoire en prétoire, Laurent Joly éclaire donc les aveuglements des uns (Robert Aron), les révisionnismes des autres (Jacques Isorni, Alfred Fabre-Luce, Josée Laval ou René de Chambrun). Si l'on peut regretter la rareté des pages sur les manuels scolaires ou les politiques mémorielles – un autre ouvrage à venir ? –, voici une contribution fondamentale pour la vérité et la justice.

(1) Aujourd'hui une des composantes du Mémorial de la Shoah.

(2) Sonia Combe, *Archives interdites. Les peurs françaises face à l'histoire contemporaine*, Albin Michel, 1994, p. 194 et s.

(3) Pour reprendre le titre épynome du livre de Pierre Vidal-Naquet (La Découverte, 1981).

(4) (Ré)écouter ou (re)lire les plaidoiries d'Henri Leclerc, de Michel Tubiana ou de Philippe Boulanger.

Emmanuel Naquet,

coresponsable

du groupe de travail LDH

« Mémoires, histoire, archives »



Les droits de l'homme sont-ils néolibéraux?

Danièle Lochak,

Christian Nadeau, Pablo Gilabert,

Julie Saada

Presses de Sciences Po, mai 2025

70 pages, 10 €

Sur les droits de l'Homme, beaucoup a été écrit par des juristes, des philosophes, des sociologues, des historiens⁽¹⁾. Ce court opus propose de réfléchir sur une critique récurrente selon laquelle les droits humains seraient néolibéraux dès lors

qu'ils n'offriraient guère de résistance au désordre économique issu de la décennie 1980. Selon certains contempteurs des droits de l'Homme, les dérégulations et privatisations auraient, en effet, freiné voire annihilé des progrès sociaux, et même légitimé l'évolution d'un capitalisme en favorisant la sauvegarde de la propriété et des libertés civiles et politiques.

Cette accusation peut venir de la gauche de la gauche, qui n'hésite pas à pointer une pseudo-mystification ; mais pas que, on s'en doute. Un autre reproche porté à « l'idéologie des droits de l'Homme » est qu'elle ferait quasiment disparaître la solidarité derrière les droits sociaux, et la communauté derrière l'individu. Or, au-delà d'un *human rights washing* (D. Lochak) incontestable, les luttes des sans-papiers, des sans-travail, des sans-logement pour une authentique justice sociale, ces victimes des « lois du marché », accompagnées par nombre d'ONG, montrent tout le contraire !

A ce procès multiforme, on trouvera ici des réponses brèves, arborescentes et suggestives éclairant sur la longue durée les enjeux que portent la théorie et l'exercice de droits indivisibles, effectifs, interclassistes et universels.

(1) Pour des références relatives au champ hexagonal, cf. notre contribution : « Droits de l'homme et politique en France : quelques réflexions sur des liaisons dangereuses », in *Histoire@Politique*, 51, 2023, en libre accès sur <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/15892>.

E. N.